



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Note d'orientation **JEP 2024** **« Actions locales en faveur de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire »**

Le programme budgétaire « Jeunesse, éducation populaire et vie associative » prévoit le soutien financier d'actions locales en direction de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (JEP).

Tous les secteurs associatifs sont concernés pour cet appel à projets. Les petites associations (non employeuses ou employant deux salariés au plus) sont une cible privilégiée.

**La présente note précise les modalités d'octroi des aides pour l'année 2024 :**

- critères pour la subvention JEP relatifs aux associations et aux projets éligibles
- modalités financières et la transmission des dossiers de demande de subvention

Sa lecture est donc vivement recommandée avant de présenter votre demande.

Les aides sont attribuées sur décision préfectorale après avis de la commission régionale consultative.

## **Axes prioritaires en 2024**

Afin d'optimiser l'attribution de ces financements, les priorités retenues dans le cadre des orientations territoriales, pour l'année 2024, seront les suivantes :

- ◆ contribuer au renforcement du lien et de la cohésion sociale dans les quartiers politique de la ville et les communes rurales isolées
- ◆ favoriser le développement personnel des jeunes, favoriser leur autonomie leur prise de parole et expression dans l'espace public, valoriser leur engagement et leur accès aux responsabilités
- ◆ favoriser le lien social, la mixité et les liens intergénérationnels
- ◆ promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, de l'inclusion et de la lutte contre les discriminations
- ◆ actions partenariales mettant en œuvre des démarches de coopération entre les acteurs œuvrant au service de la jeunesse et de l'éducation populaire
- ◆ actions favorisant la prise en compte les enjeux de la transition écologique ou du numérique



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## 1. Éligibilité de l'association

Pour rappel, toute association se doit de répondre à minima aux conditions fixées par l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, à savoir :

- ◆ Répondre à un objet d'intérêt général
- ◆ Présenter un mode de fonctionnement démocratique des instances de gouvernance (réunions régulières, renouvellement, respect des critères de mixité et d'inclusion des jeunes)
- ◆ Respecter des règles de nature à garantir la transparence financière
- ◆ Respecter les principes du **Contrat d'Engagement Républicain (CER)** mentionné à l'article 10-1 de la présente loi et qui conforte le respect des valeurs de la République – *Voir annexe 3*

Les associations reconnues d'utilité publique sont réputées satisfaire à ces conditions.

### Sont éligibles :

- Les associations, fédérations ou unions d'associations ayant un **agrément « Jeunesse et Éducation Populaire » (JEP)**
- Les associations **qui existent depuis moins de trois ans** peuvent solliciter des subventions (dans la limite de 3 000 €) sous réserve de l'examen de leurs statuts et de leur fonctionnement interne. Cette aide hors agrément est attribuée pour un exercice et ne peut être renouvelée que deux fois.
- Les collectivités territoriales, si l'action s'inscrit dans un projet éducatif concerté au bénéfice des jeunes, dans les zones rurales de revitalisation et quartiers politique de la ville

### Sont inéligibles :

- x Les associations défendant ou représentant un secteur professionnel, tels que les syndicats régis par le Code du travail
- x Les associations défendant essentiellement des intérêts particuliers (de ses adhérents uniquement par exemple)
- x Les associations culturelles, para-administratives, paramunicipales, ou finançant des partis politiques
- x Les associations financées antérieurement et n'ayant pas satisfait aux exigences de bilan financier et qualitatif des actions soutenues
- x Les associations de parents d'élèves
- x les associations n'ayant pas leur siège en Guyane



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## 2. Modalités d'attribution

La demande de subvention ne concerne que les projets débutant avant le 31 décembre de l'année pour laquelle la subvention a été demandée.

### Critères qualitatifs d'évaluation des dossiers par le comité de sélection :

- Cohérence avec les orientations et priorités de la politique régionale (objectifs visés, publics ciblés et concernés, thématiques traitées, partenariats locaux)
- Qualité de conception et méthodologie du projet (diagnostic des besoins, cohérence des actions mises en œuvre, inscription du projet dans le territoire, programme ou période d'intervention, méthodes d'intervention et pédagogiques, critères d'évaluation et impacts attendus, suites envisagées, etc.)

Le descriptif de l'action doit être suffisamment rédigé, développé, détaillé afin d'apprécier le bien-fondé de la demande de subvention au regard des orientations de l'appel à projets et aux critères qualitatifs fixés pour leur évaluation par le service instructeur.

### Mesures d'évaluation et de valorisation des actions :

Une attention particulière sera portée aux mesures d'évaluation mises en œuvre par l'association précisant les méthodes retenues et les indicateurs des résultats attendus ainsi qu'à la communication prévue pour faire connaître l'action et ses résultats.

## 3. Modalités financières

**ATTENTION** : Une subvention étant par nature discrétionnaire, il appartient à l'administration d'apprécier le caractère suffisant des justifications apportées et de fixer en conséquence le montant du concours financier apporté. Il n'y a AUCUN droit automatique à subvention.

- ❖ L'aide sollicitée ne peut excéder 80 % du montant total du projet. Le seuil minimum d'une subvention attribuée au titre de ce programme est fixé à 800 €.
- ❖ **Le seuil maximum pour les associations n'ayant pas d'agrément JEP est de 3 000 €.**
- ❖ Les associations, non soumises à l'obligation de publication de leurs comptes et ayant bénéficié l'année antérieure d'une subvention JEP, devront adresser le compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321, relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, Cerfa 15059 (fiches 1, 2 et 3), dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- ❖ Les cofinancements des actions pour lesquelles la subvention est demandée doivent apparaître dans la partie budget. Les sources de financements complémentaires pourront provenir de fonds propres, de fonds publics et/ou privés.



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **4. Transmission des dossiers de demande de subvention**

Nous vous conseillons de visionner au préalable les tutoriels disponibles (15 minutes maximum) sur : <https://www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html>

### **Transmission des demandes par télé procédure :**

En ligne sur « **lecompteasso** » :

<https://www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html>

**Code 3781**

**Date limite : 21 avril 2024 inclus**

**Par soucis d'équité, aucun dossier hors délai ne sera accepté**

En cas de difficultés, veuillez nous contacter par courriel à l'adresse :  
[jepva-dcjs@guyane.gouv.fr](mailto:jepva-dcjs@guyane.gouv.fr)

**Attention : vérifier le dépôt de votre dossier au niveau régional Guyane.**



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Annexe 1

# Contrat d'Engagement Républicain (CER)

---

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les associations et fondations sont soumises à une des mesures phares de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Toute association souhaitant bénéficier d'une **subvention** publique ou d'un **agrément** de l'État, doit s'engager à respecter les principes figurant dans un **Contrat d'Engagement Républicain (CER)**.

Le **décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021** fixe les modalités d'application de ces dispositions liées au CER inscrites à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

Celui-ci détermine le contenu du CER des associations bénéficiant de subventions publiques, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

Le dispositif vise les subventions en numéraire et en nature.

Le CER comprend les engagements suivants :

- |  |  |
|--|--|
| ◆ Respect des lois de la république    | ◆ Fraternité et prévention de la violence      |
| ◆ Liberté de conscience                | ◆ Respect de la dignité de la personne humaine |
| ◆ Liberté des membres de l'association | ◆ Respect des symboles de la république        |
| ◆ Egalité et non-discrimination        |  |

L'association qui a souscrit le CER en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet, si elle en dispose.

L'association veille à ce que le CER soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles.

Sont imputables à l'association les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Les engagements souscrits au titre du CER sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat.

*Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du CER commis entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subvention affectée. Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.*



---

## Annexe 2

### Création du compte association « lecompteasso »

---

**Avant** d'utiliser « lecompteasso », nous vous conseillons d'utiliser la dernière version des navigateurs Google Chrome, Firefox ou Opera, ce qui nécessite peut-être d'effectuer une mise à jour de votre navigateur et visionnez les tutoriels disponibles sur [www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html](http://www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html).

#### ***Munissez-vous au préalable***

- De votre **numéro RNA** (numéro commençant par W et suivi de 9 chiffres) Ce numéro figure sur le dernier récépissé délivré par la préfecture
- Du **numéro de Siret** de votre association ou de l'établissement secondaire. Attention : ce numéro doit être mis à jour pour toute modification d'adresse ou de dénomination
- Du **Rib scanné** de l'association ou de l'établissement secondaire. L'adresse du siège de l'association (ou de l'établissement secondaire) portée sur le Rib doit être identique à celle enregistrée auprès de l'Insee et celle déclarée en préfecture.
- De l'ensemble des **pièces justificatives** requises pour une demande de subvention en version scannée (un document numérisé par type de document attendu) :
  - ◆ le budget prévisionnel de l'association
  - ◆ le plus récent rapport d'activité approuvé
  - ◆ les comptes annuels approuvés au dernier exercice clos et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes
  - ◆ le pouvoir donné au signataire du dossier, si ce dernier n'est pas le représentant légal de l'association

#### ***Créer votre compte association « lecompteasso »***

- Allez sur <https://lecompteasso.associations.gouv.fr/login>
- Cliquez sur « Créer un compte »
- Validez la création en cliquant à nouveau sur « Créer ce compte »
- Cliquez sur le lien d'activation du compte reçu sur l'adresse de messagerie renseignée lors de la demande de création - Attention : le lien n'est valide que 24h
- Saisissez le numéro RNA (W en majuscule) ou le numéro de Siren de votre association
- Vérifiez que le numéro RNA ou Siren correspond bien à l'association et validez

Si les informations ne correspondent pas à votre association, cochez « Non » et cliquez sur « Contactez l'assistance » (en haut à droite de l'écran). L'objet de votre courriel de demande d'assistance doit être « Numéro RNA ou Siret incorrect »



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

- Finalisez la création de votre compte en validant le certificat sur l'honneur

### ***Vérifier et compléter les informations administratives de votre association***

Cette étape permet de **compléter la fiche administrative** de l'association et d'ajouter les pièces justificatives qui seront nécessaires pour votre demande de subvention. Elle est obligatoire.

- Connectez-vous à votre compte association « lecompteasso »
- Cliquez sur le nom de l'association apparaissant dans le bandeau noir de la page d'accueil
- Accès aux informations administratives

Si certaines informations pré-saisies (concernant l'identité, l'adresse, les coordonnées, l'activité, la composition) ne sont pas correctes, cliquez sur « e-modification » pour modifier ces données via votre espace personnel sur le site :

<https://www.service-public.fr/associations>.

Les autres menus sont modifiables directement sur « lecompteasso ».

### ***Vérifiez et complétez tous les menus du profil d'identité de l'association***

- Identité
- Activités
- Composition
- Affiliation
- Personnes physiques : attribuer un ou plusieurs rôles dans « lecompteasso » aux personnes référencées et/ou ajouter de nouvelles personnes
- Agréments administratifs
- Moyens humains
- Coordonnées bancaires : télécharger le Rib de l'association
- Comptes de l'association : joindre impérativement le budget prévisionnel de l'année N-1 intégrant notamment toutes les subventions demandées auprès des pouvoirs publics dont celle qui fait l'objet de la demande
- Pour une première demande, joindre également les comptes approuvés du dernier exercice clos
- Documents : télécharger les documents nécessaires à joindre à toute demande de subvention (budget prévisionnel de l'année en cours, derniers comptes annuels approuvés...)



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

***Pièces justificatives :***

La taille maximum acceptée est de 10 Mo par pièce.

Les formats acceptés sont : .doc, .docx, .xls, .xlsx, .odt, .ods, .jpg, .jpeg, .pdf, .zip.

Après enregistrement des documents, cliquez sur le logo pour charger le document.

Le logo apparaît quand le document est chargé.

**Rappel**

Après avoir créé votre compte et ajouté votre association dans « lecompteasso », vous devez :

- Prendre connaissance et mettre à jour les informations administratives de votre association et/ou de l'établissement
- Ensuite sélectionner dans le répertoire des subventions celle qui correspondent à votre demande
- Et enfin saisir et déposer votre demande de subvention

---

## **Annexe 3**

### **Constitution du Cerfa**

---

Un dossier trop succinct expose l'organisme demandeur à voir sa demande rejetée. Ce descriptif doit permettre d'apprécier le bien-fondé de la demande de subvention. À cet égard, une documentation utile peut être jointe au dossier.

***Les précisions qui suivent faciliteront la constitution du dossier***

1° – Concernant la présentation de l'association (correspondant aux fiches 1 à 4 pour le Cerfa)

Sous la rubrique « *Identification de l'association* » (fiche 1) : indiquer le numéro Siret (code Siren de 9 chiffres + 5 chiffres correspondant au code personnalisé de l'adresse du siège ou de l'établissement secondaire demandeur le cas échéant). Il est rappelé que ce numéro doit être mis à jour pour toute modification d'adresse ou de dénomination. Indiquer le numéro RNA (numéro du répertoire national des associations commençant par W), ou à défaut, celui du dernier récépissé délivré par la préfecture. Joindre un Rib. L'adresse du siège de l'association éligible à la subvention JEP portée sur le Rib doit être identique à celle enregistrée auprès de l'Insee et déclarée en préfecture. Vous devez en effet être à jour de





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

vos obligations déclaratives. L'adresse de l'établissement secondaire éligible portée sur le Rib doit correspondre à celle enregistrée auprès de l'Insee.

Sous la rubrique « *Moyens humains* » (fiche 4) : dans la case « *nombre de bénévoles* », préciser le nombre de bénévoles responsables (bénévoles impliqués régulièrement dans le projet associatif et exerçant leur activité avec une indéniable autonomie) par rapport au nombre total de bénévoles.

2° – Concernant le « *budget prévisionnel* » de l'association (fiche 5) : joindre impérativement le budget prévisionnel de l'année au titre de laquelle la demande est présentée, intégrant notamment toutes les subventions demandées auprès des pouvoirs publics dont celle qui fait l'objet de la demande. Pour une première demande, joindre également les comptes approuvés du dernier exercice clos.

3° – Concernant la description de « *l'objet de la demande* » (fiche 6), l'ensemble des rubriques doit être renseigné avec précision. Cocher la case précisant s'il s'agit d'une première demande ou d'un renouvellement.

Pour une demande de subvention au fonctionnement de l'association, une seule fiche « *objet de la demande* » dûment et précisément renseignée quant à l'objet de la demande au regard de l'ensemble des activités de l'association peut être suffisante le cas échéant, si toutes les rubriques sont détaillées avec soin pour justifier le besoin de financement.

Pour une demande de subvention à un projet ou une activité, établir autant de fiches 6 que d'actions présentées, dans la mesure où elles sont différentes.

4° – Concernant « le budget prévisionnel de l'action projetée » (fiche 6 pour le dossier Cerfa) et « *les moyens matériels et humains* » affectés par l'association, établir autant de fiches de budget prévisionnel que d'actions présentées le cas échéant.

Le budget prévisionnel de chaque action est établi en détaillant les modalités de répartition des charges indirectes dans les différentes catégories proposées, ainsi que les contributions volontaires en nature (notamment le bénévolat) affectées à la réalisation du projet.

Des sources de financement complémentaires pourront provenir d'autres ministères, des collectivités territoriales, d'autres organismes financeurs potentiels (organismes privés), de l'association elle-même (ainsi que des bénéficiaires de la formation le cas échéant).

Toutefois, le total des aides publiques ne peut dépasser 80 % du coût total de l'action. En cas de dépassement de ce taux, l'administration écrêtera automatiquement à 80 % le montant de l'aide financière octroyée (par exemple, une association qui demande une subvention de 1 000 euros pour un projet de 1 000 euros se verra proposer au mieux 800 euros).

La partie restant à charge (20 % au moins) doit provenir de ressources propres ou internes de l'association ou de financements externes, mais privés, dons de particuliers (y compris en nature) et partenariats avec des entreprises (mécénat financier ou de compétences par exemple).

Le bénévolat est pris en compte dans le taux des ressources privées (internes et externes soit 20 %) dès lors qu'il aura fait l'objet en amont d'une valorisation réglementaire dans les



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

documents comptables que produit l'association pour l'exercice écoulé. Son inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur les contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables dans ses documents comptables (cf. guide « La valorisation comptable du bénévolat » en ligne sur : [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr), rubrique documentation, ou encore cf. page 10 du Cerfa 51781). Sont inclus également les dons en nature privés qui ont fait l'objet d'une valorisation dans les documents comptables de l'association.

5° La fiche « *Attestations* » doit être renseignée, datée et signée accompagnée d'une délégation de signature le cas échéant, notamment pour la partie relative au montant total et cumulé d'aides publiques sur les trois derniers exercices. La fiche 7 bis sera à compléter si besoin.